

Les Français favorables au télétravail mais mieux pensé

Télétravail, semaine de 4 jours, flexibilité...Welcome to the Jungle a passé au crible les sentiments et les attentes des salarié·e·s concernant leur rythme de travail.

Temps de lecture : minute

9 février 2021

L'année 2020 n'a pas été de tout repos pour les salariés et les dirigeants. Au-delà des considérations économiques et financières, les entreprises ont dû s'adapter et se réinventer en termes de management. Télétravail, semaine de 4 jours, journée de 5 heures ont été expérimentés avec plus ou moins de succès en 2020. Pour comprendre ce qu'attendent vraiment les salarié·e·s travaillant en France en termes de gestion et de rythme de travail, Welcome to the Jungle en a interrogé un millier fin décembre. Spoiler : la flexibilité plaît mais doit être mieux pensée.

Le bien-être prend diverses formes

Les critères qui contribuent au bien-être au travail n'ont pas changé en 2021. Le salaire, l'équilibre vie professionnelle/ vie personnelle et l'intérêt des missions font partie du triptyque de tête. On remarque néanmoins que l'intérêt pour le salaire a augmenté de 2 points, de même que les relations avec la hiérarchie (82%). Les responsabilités associés au poste, qui n'arrivent qu'en 10ème position dans le classement, gagnent également 3 points. Ce qui peut traduire une volonté de grimper des échelons dans l'entreprise ou simplement d'assurer la sauvegarde de son emploi dans une période d'incertitude. Les missions et l'intérêt du poste - notés comme importants pour 88% des interrogé·e·s - sont devenus des

facteurs encore plus essentiels (35% contre 32% début 2020).

Contre toute attente, la flexibilité des rythmes de travail ne séduit plus autant. Si 60% des salariés s'y disaient sensibles l'an passé, ils sont 4% de moins à la solliciter. Ce recul intervient surtout chez les 40-49 ans (-13%) ainsi que chez les femmes (-6%). Ce besoin de disposer d'un cadre peut s'expliquer par l'incertitude dans laquelle nous vivons depuis un an maintenant avec l'alternance des couvre-feux et des confinements.



À lire aussi

5 outils pour rendre vos journées de télétravail plus efficaces

Cette division au sein des personnes interrogées diffère aussi selon les secteurs. On note ainsi un fort engouement pour des rythmes plus flexibles dans le secteur de l'agriculture (+ 8 points, 67%) et de la construction (+16 points, 71%). À l'inverse, les salariés résidant dans les grands agglomérations ou en région parisienne sont davantage partisans d'horaires fixes afin de rétablir des frontières claires entre vie pro et vie privée, rendues plus floues par le télétravail, relate l'étude.

Le télétravail partiel remporte l'adhésion

Encensé pendant la crise pour la sécurité qu'il apportait, le télétravail a subi un véritable crash test pendant le confinement. Rappelons que 31% des employés du secteur privé ont fait du télétravail à temps complet ou partiel en décembre dernier.

Les collaborateurs·rices qui ont pu en bénéficier témoignent de majoritairement de ses aspects positifs, notamment un gain d'autonomie (61%), du bien-être (56%) et une croissance de leur productivité et de leur efficacité (55%). Près d'un salarié sur deux pointe même une réduction de son stress. Si on creuse un peu plus la question, on se rend compte toutefois que l'engouement n'est pas total et que le télétravail est aussi une source de déséquilibre entre les sphères privée et professionnelle pour 45% des salariés qui le pratiquent à temps plein. Mais ce chiffre chute à 20% en télétravail partiel.

La surcharge de travail reste la première cause de ce déséquilibre, surtout chez les cadres (54%). *"À l'inverse, un travail ennuyeux et peu stimulant peut aussi être stressant : le/la salarié·e n'a pas l'impression de progresser ou de s'accomplir. Par ailleurs, le sentiment d'impuissance est un facteur de stress important que les managers ne doivent pas sous-estimer"* , alerte Lavinia Ionita, médecin et CEO d'Akesio.



À lire aussi

Dépression, burnout, solitude : ces entrepreneurs brisent la loi du silence

Cette surcharge conduit les employé·e·s à travailler dans l'urgence, sans avoir le temps de rendre un travail de qualité, ni d'apprendre de nouvelles choses. On remarque également que le déficit de personnel dans l'entreprise est une problématique qui prend de l'ampleur puisqu'elle est citée comme un frein au bien-être par 6 % de salariés en plus.

Des rythmes de travail qui ne correspondent pas toujours aux aspirations

Le télétravail n'est pas la seule solution à être plébiscitée. Les salarié·e·s ont le sentiment que les entreprises le proposent davantage (32%, +3%) même si 20% d'entre eux seulement y auraient accès. A contrario, la journée de 5 heures (22%, -2%) et les congés sabbatiques (31%, -6%) séduiraient de moins en moins les dirigeants, selon leurs employé·e·s.

Autre constat : le travail à distance occasionnel illimité a grimpé dans le classement (52%, +9 points), démontrant une fois de plus que le télétravail est de plus en plus positivement perçu. Ce constat peut paraître contradictoire avec les chiffres cités plus haut mais montre en réalité que c'est la manière dont est orchestrée cette flexibilité qui ne convient pas aux salariés.

Ces derniers prennent néanmoins du recul par rapport à tous ces arrangements. S'ils sont encore nombreux à les plébisciter — 68% pour la semaine de 4 jours —, ils sont moins convaincus des bénéfices sur leur bien-être (73, -6%) , leur productivité (66%, -5%) et leur investissement (65%, -8%). Il faut avouer que la mise en place en urgence de certains dispositifs, couplée avec un sentiment d'éloignement et un manque de contact avec ses collègues, peut parfois engendrer un grand sentiment de solitude. Les startups dotées d'une forte culture d'entreprise qui proposaient déjà le télétravail à temps partiel ont plutôt bien géré le confinement concernant la communication.

La France reste divisée sur l'avenir du travail flexible. Les cadres supérieurs, les moins de 30 ans et les Franciliens sont plutôt convaincus qu'il va se généraliser mais les plus de 50 ans, les ouvriers et les habitants des milieux ruraux et des provinces sont plus sceptiques.